

# Mémoire VIVANTE

Du nord au sud, en 1977

## Le rallye des bradés



*En 1977, de nombreux secteurs industriels finistériens sont en difficulté. Les licenciements se multiplient. Le plan d'austérité du gouvernement Barre aggrave la situation plutôt que d'y remédier.*

*L'UD CGT décide de frapper un grand coup, de provoquer une prise de conscience de la population sur la globalité du problème de l'emploi.*

*La CGT, ses adhérents, vont prendre la route, sillonner le Finistère et, pendant deux jours, traverser la plupart des villes du département.*

*Halte à la braderie de l'économie finistérienne ! Battons-nous contre les licenciements ! Tels sont les mots d'ordre du Rallye des Bradés.*

*60 syndicats, 220 militants, participent à cette opération, à bord de 80 véhicules. L'accueil de la population est à la hauteur de l'enjeu. Chaleureux. (Photo Gérald Bloncourt – DR).*

*Lire pages 3, 4 et 5*

### Sommaire

Biographie :  
Charles Berthelot  
leader des Confédérés

Page 2

Conserverie :  
les ferblantiers-boîtiers  
contre les machines



Page 6

Morlaix, 1990 :  
les crêpes  
de la solidarité



Page 7

Dans son édition d'août 1945, « Le Finistère Syndicaliste », organe de l'Union départementale CGT du Finistère, faisait part de la mort de Charles Berthelot, secrétaire général de l'UD, « victime du nazisme ».

Charles Berthelot est né le 29 janvier 1892 à Lorient. Jeune marin, il fut incorporé au bataillon disciplinaire de Calvi en raison de son action syndicale. Il entre ensuite comme chaudronnier à l'arsenal de Brest.

Après la scission CGT-CGTU de 1921 (voir « Mémoire Vivante » N°3) il devient, en 1923, secrétaire général du syndicat CGT (confédéré) de l'arsenal.

Depuis plusieurs mois déjà, les confédérés, libertaires en tête, affirment leur opposition à toute ingérence politique dans l'organisation et prônent la négociation plutôt que l'action. Les militants CGTU (unitaires), au contraire, prônent l'action et la lutte des classes.



En première page du N°3 du Finistère Syndicaliste, daté du mois d'août 1945, article et photo sur le décès de Charles Berthelot.

## Un libertaire opposé aux unitaires

Charles Berthelot, libertaire, leader incontesté des confédérés, devient délégué à la commission locale des salaires et aux commissions techniques centrales (nationales) pour le règlement des questions ouvrières. Il est élu secrétaire général de l'Union départementale confédérée.

Il est de toutes les réunions, intervenant sans cesse auprès des autorités locales, départementales ou nationales. Comme la CGT confédérée, il n'hésite pas à considérer les revendications des salariés comme simple base de discussion afin d'obtenir un accord. Les unitaires (CGTU) lui reprochent son refus de déclencher et soutenir les grèves.

Face à l'intransigeance patronale le mécontentement s'accroît. Les affrontements verbaux entre unitaires et confédérés se multiplient. Si l'agressivité émane souvent des « révolutionnaires », les « réformistes » ne sont pas en reste qualifiant les adhérents CGTU de « moscoutaires »<sup>(1)</sup> emmenés par « Tovaritch Kerdraon »<sup>(1)</sup> du nom du secrétaire CGTU de l'arsenal.

Charles Berthelot reste lui impassible, au dessus de la mêlée : « Insultez ! Calomniez ! Je continuerai, persuadé que la grande majorité des ouvriers préfère des améliorations tangibles à votre verbiage et à votre démagogie », écrit-il dans « L'Ouvrier de l'arsenal » de juillet 1930.

Jusqu'à 1935, il s'oppose à l'entente entre syndicats confédérés et unitaires réclamée par la CGTU et même par des militants de ses propres syndicats.

Lors des manifestations des tragiques journées de 1935 (deux ouvriers tués par la police) Charles Berthelot se montre tout d'abord hostile aux manifestations alors que 3.000 ouvriers sont déjà dans la rue. Sous la pression, il appelle à des manifestations les 1, 6 et 7 août avec la CGTU. Tout au long des ces journées ses discours modérateurs sont parfois à peine écoutés, révélant son impuissance à canaliser efficacement la colère ouvrière.

## Secrétaire général de l'UD réunifiée en 1935

A la réunification de la CGT dans le Finistère en décembre 1935, Charles Berthelot est élu secrétaire général de l'Union départementale. Accaparé par des tâches administratives à l'UD, il devient plus un homme d'entrevues et de commissions paritaires ou autres qu'un homme de terrain. En dépit de ses qualités de négociateur et de son titre de secrétaire général de l'UD, il est moins en vue dans les luttes du Front Populaire que bien d'autres militants.

En 1936 il approuve, dans un premier temps, la « non intervention » en Espagne avant de revenir sur sa position et de condamner

l'abandon de l'Espagne républicaine par le gouvernement Léon Blum.

En 1939, fidèle à la majorité réformatrice de la CGT, il applique l'ordre d'exclure les militants communistes de toute responsabilité syndicale.

En 1941 il refuse avec courage et dignité la forte demande de représentants du pouvoir pétainiste de mettre en place la « charte du travail » vichyste. Se sentant alors menacé il se replie dans la Sarthe avant de revenir à Brest pour assurer la liaison avec le mouvement de résistance Libé-Nord.

Arrêté en mars 1944 il est incarcéré à la prison de Pontaniou à Brest puis déporté à Buchenwald en août 1944. Transféré à Stassfurt, il meurt au camp de Schildau le 17 avril 1945 à l'âge de 45 ans.

Une rue de Brest porte son nom.

(1) *Le Finistère Syndicaliste*, 20 novembre 1930

## Sources

- « 1.270 militants du Finistère (1918-1945) » Eugène Kerbaul, édité par l'auteur – 1985
- Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français (« Le Maitron ») maitron-en-ligne.univ-paris.fr
- « Un syndicat réformatrice : la CGT dans le Finistère 1921-1935 » Gérard Reynaud 1985 [www.persee.fr/web/revues](http://www.persee.fr/web/revues)

# 500 km de manifestation, à travers le Finistère

## *Avril 1977 : le Rallye des Bradés*



(Photos Gérard Bloucourt)

A Morlaix, l'après-midi du premier jour. Au premier plan une voiture de syndicats brestoïses. Les motards de la gendarmerie contrôlent la circulation.

**F**in 1976 et début 1977 l'aggravation de la crise qui affecte l'ensemble du pays a de profondes répercussions sur la situation économique du Finistère. Le couple Giscard-Barre veut faire payer aux salariés le coût des choix gouvernementaux et patronaux. Cette situation conduit l'UD CGT à organiser une action regroupant l'ensemble des secteurs en difficulté. Ce sera, les 15 et 16 avril, le Rallye des Bradés.

Dans le département, dès 1975, les réductions d'emplois touchent la métallurgie, la réparation navale, la chaussure, le bâtiment.

En 1977 des secteurs industriels entiers sont gravement menacés : la pêche, la conserve, les papeteries et, déjà, l'arsenal.

Les licenciements se multiplient : chaussures Donval à Rosporden (285), Sopromer à Concarneau et à Trégunc (350), Transocéan à Brest (280), papeteries de Scaër (140), entre autres.

La courbe du chômage s'engage dans une ascension massive : on recense 20.000 demandeurs d'emploi dans le Finistère.

Mais la trame du tissu industriel finisté-

rien, constitué pour l'essentiel de petites et moyennes entreprises, ne facilite pas la coordination des luttes. Chaque entreprise en difficulté est un cas d'espèce, et le fractionnement de l'information, par la presse locale, minimise les conflits consécutifs aux licenciements et aux fermetures d'entreprises.

### Provoquer une prise de conscience

L'UD décide de frapper un grand coup ; de provoquer une prise de conscience de la population du département sur la globalité du problème de l'emploi. Un but qui ne peut être atteint par un simple rassemblement dans l'une ou l'autre des localités.

La CGT et ses militants vont donc prendre la route, sillonner le Finistère et, durant deux jours, traverser la plupart des villes du département. L'initiative est originale. Le succès sera au rendez-vous du « Rallye des Bradés ».

Halte à la braderie de l'économie finisté-rienne ! Battons-nous contre les licenciements, les liquidations d'entreprises ! Tels sont les mots d'ordre du rallye.

Sur ces thèmes les syndicats vont faire preuve d'imagination et d'ingéniosité pour décorer voitures et camions. Ils ne se limitent pas à de simples affiches ou autocollants. Les véhicules sont surmontés de larges panneaux explicatifs, de maquettes géantes symboli-

(Suite pages 4 et 5)

## 500 km entre Nord et Sud

Le rassemblement des participants au Rallye des Bradés se fit à Châteaulin le matin du 15 avril. Ce premier jour, la caravane passa par Douarnenez, Brest, Landerneau, Landivisiau, Saint-Pol-de-Léon, Morlaix, Huelgoat, Carhaix et Scaër, où elle fit étape pour la nuit.

Le lendemain, après un départ très matinal, elle traversa Quimperlé, Concarneau et Pont-l'Abbé avant un meeting de clôture à Quimper.

# 500 km de manifestation, à travers le Finistère

## *Avril 1977 : le Rallye des Bradés*

sant certaines entreprises (cigare, téléphone, bateau...), de marionnettes caricaturant, grandeur nature, les personnages clés de la politique gouvernementale.

Du bois, du carton, des affiches, beaucoup d'énergie et voilà le plan d'austérité du gouvernement sérieusement malmené.

### Une caravane de 80 véhicules

Au total, 60 syndicats participent à l'opération. La longue caravane est formée de 80 véhicules ; 220 militants sont à bord. Les voitures, équipées de sonos, diffusent chants et slogans dans la traversée des agglomérations. Des milliers de tracts sont distribués. De nombreux syndicats ont préparé leur propre matériel d'information.

En règle générale l'accueil de la population est chaleureux. Des prises de parole ont lieu, au fil du voyage, notamment près d'entreprises en lutte. Dans plusieurs villes, où la gauche a remporté les récentes élections municipales de mars 1977, les élus saluent le passage du rallye.

Des municipalités apportent un soutien actif à l'initiative de la CGT ; le maire de Carhaix organise une réception, la municipalité de Scaër assure l'hébergement des participants au rallye.

Les pouvoirs publics ont dû prendre des dispositions tenant compte de l'importance de la caravane dont la route est ouverte par des motards de la gendarmerie.

### 500 km du nord au sud

Parti de Châteaulin le 15 avril à 9 h, le « Rallye des Bradés » arrive à Quimper le 16 avril à 12 h après avoir parcouru près de 500 km, du nord au sud du département, et visité une quarantaine de localités.

La presse marque l'événement par des titres de première page en notant « le caractère à la fois spectaculaire, bon enfant et mobilisateur » de l'action.

Le bilan est positif. La CGT a fait du Rallye un moyen d'information sans précédent, sur le plan syndical, dans le Finistère. La remarquable mobilisation des syndicats place la lutte pour l'emploi au cœur de l'actualité.

Ce fut aussi une balade fraternelle, malgré la fatigue des heures de route et le vent qui, parfois, malmena les échafaudages roulants. La



On se serre dans le minibus. Les chapeaux ont été commandés spécialement par l'UD.



Un tract pour une habitante de Pont-l'Abbé en costume traditionnel.

## 1976-1977 : l'austérité façon Barre

Nommé Premier ministre par Valéry Giscard d'Estaing le 25 août 1976, après la démission du gouvernement de Jacques Chirac, Raymond Barre, applique dès septembre un plan d'austérité destiné à lutter contre l'inflation et le chômage.

La CGT s'opposera vigoureusement à cette politique dite « de rigueur » qui se traduira, en fait, par une augmentation sensible du nombre de demandeurs d'emploi (220.000 de plus en un an) et une baisse du pouvoir d'achat des salaires.

Le premier « plan Barre » sera suivi, en

1977, d'un deuxième plan d'austérité qui, pas plus que le premier, n'entamera pas la montée du chômage. Le 7 septembre 1979, 4.000 manifestants réservèrent à Raymond Barre, en visite à Saint-Pol-de-Léon, un accueil à la hauteur de sa « super austérité ».

L'année 1977 est marquée, sur le plan politique, par la victoire de la gauche aux élections municipales de mars, mais aussi, en septembre par la rupture du Programme commun de gouvernement. L'unité d'action syndicale (CGT, CFDT, FEN) génère, au cours de ces mois, plusieurs journées d'action nationale interprofessionnelle.

bonne humeur des caravaniers ajouta à cette action offensive un air de fête populaire qui, longtemps, chanta dans les têtes des participants.

Sur la lancée du « Rallye des Bradés » l'UD CGT rechercha des formes d'actions unitaires avec les autres organisations syndicales. Ces discussions aboutiront à un grand mouvement de grève de 24 heures, le 24 mai 1977 Cette journée nationale d'action se fera à l'appel de la CGT, de la CFDT, de la FEN avec pour mots d'ordre : l'emploi, les conditions de travail, le pouvoir d'achat et les libertés syndicales. FO appellera également à la grève le même jour.



A Brest, arrêt de la camionnette du syndicat de Transocéan devant l'entreprise Chauffage et Ventilation.



La caravane de la CGT traverse le Centre-Bretagne.



Traversée d'Huelgoat. Les cheminots se battent pour la sauvegarde du Réseau breton.

(Photos Gérard Blancourt)

## Témoignage

### *Michel et Jacques : « Tout a été très vite »*

En 1977, Michel Coz est secrétaire du syndicat de l'Arsenal et membre du bureau de l'UD CGT. Jacques Paugam est secrétaire de l'Union locale CGT de Morlaix. Tous deux sont aujourd'hui retraités, après avoir été l'un et l'autre, successivement, secrétaire général de l'UD.

« La préparation de cette initiative finis-térienne pour la défense de l'emploi s'est faite très rapidement, explique Michel Coz. L'idée est venue de Fanch Tanguy, alors secrétaire général de l'UD. Elle a été soumise au secrétariat, qui se réunissait chaque se-

maine, puis au bureau qui rassemblait tous les secrétaires des Unions locales. L'accord a été unanime pour la mise en œuvre de cette action.

« Il est probable que deux événements de cette même année 1977 ont servi d'exemple : le Rallye national de la Jeunesse, organisé par la Confédération et la lutte pour la défense de Manufrance ».

Jacques Paugam se rappelle « qu'une fois la décision prise, tout a été très vite : syndicats ciblés et inscrits, voitures ou camionnettes

préparées en moins d'une semaine. A Morlaix, les panneaux pour les décors mobiles ont été découpés et peints dans la Maison du Peuple. Le financement de l'action a été assuré par les syndicats participants. Il n'y a pas eu de collecte de fonds préalable ».

« Il faut souligner, précise Michel Coz, que si la question de l'emploi était centrale, notamment l'exigence de créations d'emplois dans le Finistère, les autres revendications étaient aussi mises en avant, particulièrement le pouvoir d'achat, mis à mal par le plan Barre, et la retraite à 60 ans ».

# Les ferblantiers-boîtiers en lutte (1894-1902)

## *Pour les salaires et contre les machines*

À la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, les ferblantiers-boîtiers fabriquaient et soudaient les boîtes de sardines. Les patrons, réunis en syndicat, décident une baisse des salaires et la fabrication des boîtes par une machine.

### Riposte ouvrière

Le 20 décembre 1894, les soudeurs de l'usine Saupiquet à Poulgoazec (en Plouhinec) refusent de souder les couvercles de 1.600 boîtes fabriquées à la machine par l'usine Gantier à Douarnenez. Le travail des boîtes mécanisées nécessite quatre ouvriers au lieu de dix ! Le 22 décembre, soutenus par la population, les salariés manifestent aux cris de « à l'eau la mécanique à Gantier ».

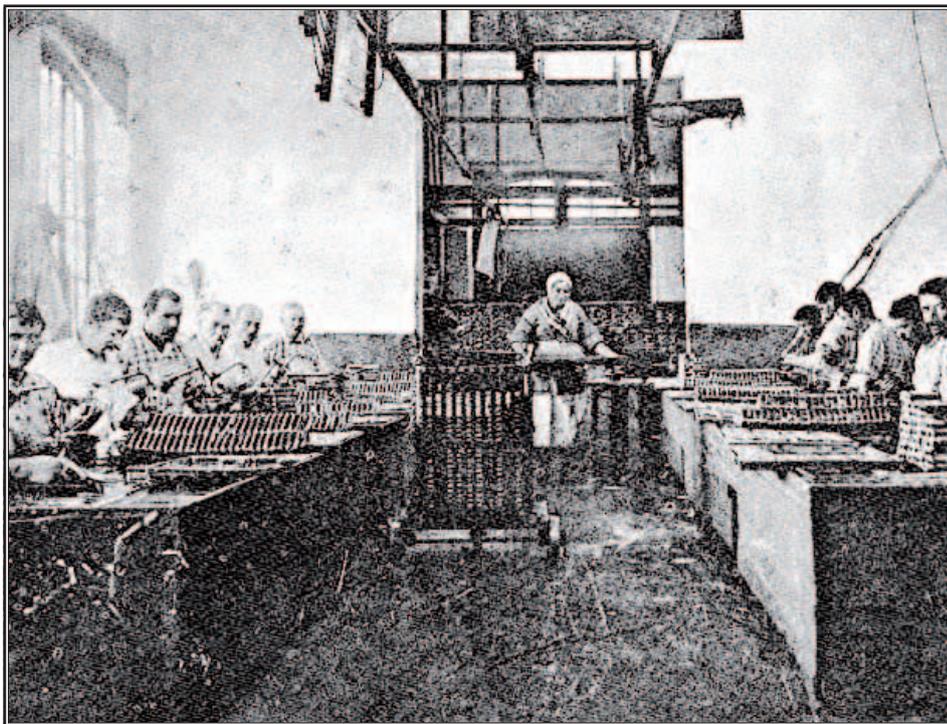
En 1895, le conflit s'amplifie : le 23 janvier, les travailleurs de chez Auguste Chancerelle, à Poulgoazec, refusent les boîtes fabriquées à la machine. Le mouvement atteint l'usine Alfred Chancerelle, à Audierne, soit au total 95 grévistes. Malgré la succession de manifestations, la grève est un échec et le travail reprend le 11 février.

Cet échec n'entame pas la combativité : en septembre de la même année, les soudeurs de huit entreprises de Poulgoazec, Audierne et Douarnenez entrent en grève pour les salaires et obtiennent une augmentation de 25%.

### Les ferblantiers-boîtiers se syndiquent et luttent

Toutes ces actions ont fait comprendre la nécessité d'être organisés. Au mois de mars 1896, cinq « chambres syndicales des ouvriers ferblantiers-boîtiers » sont créées dans le département, puis dans le Morbihan et la Loire-Inférieure.

Les actions ne se font pas attendre : les mois de juillet et août ne connaîtront pas moins de neuf grèves dans le Finistère, à Concarneau, Plouhinec, Audierne, Le Guilvinec, Douarnenez et Penmarc'h. Les revendications portent sur des augmentations de salaires : + 0,25 F et parfois 0,35 F pour 100 boîtes et une retenue de 10 % au lieu de 25 %. Cette retenue, effectuée sur la paye, était reversée en fin de saison après défalcation des malfaçons. Les autres revendications sont : le refus de la mécanisation et un seul apprenti pour 15 ouvriers avec un apprentissage de trois ans. Les patrons embauchaient nombre d'apprentis pour réduire le nombre d'ouvriers. Les boîtiers-ferblantiers entendent que ces



Avant l'introduction de la mécanisation, les ouvriers ferblantiers fabriquaient et soudaient manuellement les boîtes de conserve. Ci-dessus, un atelier de mise en boîte de sardines, fin XIX<sup>e</sup>, début XX<sup>e</sup> siècle.

derniers points soient valables jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1897.

La grève la plus dure se déroule à Douarnenez avec le soutien de la population. Certains journaux, par contre, s'en prennent aux grévistes : « Le courrier du Finistère » ou « L'Étoile de la mer, journal catholique », les opposant aux marins. C'est un échec car, après une période d'hostilité des marins qui ne peuvent plus vendre leurs poissons, ils s'unissent aux grévistes contre les patrons, à Douarnenez.

Dans la quasi totalité des cas - hormis chez Charles et Auguste Chancerelle - les salariés obtiennent satisfaction sur les salaires. Pour les apprentis et la mécanisation, les patrons ne s'engagent que jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1897. Le patron parisien Rummel propose un report de cinq ans pour l'installation des machines.

### Une modernisation inéluctable

Pendant plusieurs années encore, des grèves, souvent longues et dures, se déclencheront chez les soudeurs.

En 1902, Rummel annonce en début de saison la fabrication mécanique des boîtes de ses usines de Concarneau et Douarnenez.

Cela signifie la suppression totale du travail d'hiver. Il exige des ouvriers un engagement de souder un certain nombre de boîtes ainsi fabriquées. Il est suivi par Chatelard, de Concarneau.

La grève est inévitable : elle durera 88 jours, émaillés de heurts parfois violents et de manifestations soutenues par la population. Le 14 juillet l'usine Masson est saccagée. L'annonce avait été faite qu'elle fabriquerait des boîtes qui seraient soudées garnies de poissons et d'huile, rendant inutile le travail des ferblantiers-boîtiers.

Malgré les luttes, la mécanisation devient une réalité. Les soudeurs avaient compris un peu tardivement qu'on ne peut faire reculer le progrès. Ils avaient obtenu des augmentations de salaires mais n'avaient pas pensé à leur reclassement. Pendant plusieurs années encore, d'autres professions ont reconduit la même erreur. Aujourd'hui, tout syndicaliste sait qu'on ne se bat pas contre le progrès mais pour qu'il soit source d'amélioration des conditions de vie et de travail.

### Sources

- Archives départementales du Finistère : 10M18 à 20; 10M24; 10M38.
- « Le syndicalisme ouvrier en Bretagne jusqu'à la première guerre mondiale », Claude Geslin, Espace Ecrits.

Morlaix, 1990

## Les crêpes de la solidarité

**P**endant plusieurs semaines, à la fin de l'année 1990, les ouvrières d'une biscuiterie industrielle proche de Morlaix, en conflit avec leur direction, vont développer, avec la CGT, une forme de solidarité inédite qui mobilisera savoir-faire et engagement militant.

Située à Pleyber-Christ, la fabrique de crêpes et de madeleines Hameury emploie une quinzaine d'ouvrières. La flexibilité y est de règle, la direction applique fréquemment ce qu'elle appelle la « journée élastique »... En mars 1990, des salariées se syndiquent à la CGT ; des déléguées du personnel sont élues. Les revendications portent en premier lieu sur le paiement régulier des salaires, car la paie est bien souvent versée avec retard.

Le 6 novembre, les ouvrières se mettent en grève pour obtenir leur salaire d'octobre. La direction promet le versement ; le travail reprend le 12, mais le 16 novembre toujours pas de paie. Grève à nouveau. Le paiement du salaire d'octobre n'interviendra que le 27 novembre. La direction, en guise de dialogue, engage une procédure de licenciement contre les délégués et refuse de payer les jours de grève. Le conflit se poursuit. De longues semaines de grève qui se prolongeront jusqu'à la fin décembre. Les salariées devront faire face au lock-out, au recours à du personnel extérieur à l'entreprise, aux menaces de licenciement, au chantage à la fermeture de l'entreprise.

### Une crêperie dans la Maison du Peuple

Pour compenser les pertes de revenus, elles vont se remettre au travail dans des conditions inhabituelles : l'Union locale CGT de Morlaix va mettre ses locaux à leur disposition et elles vont y confectionner des crêpes. Par milliers. La pâte va chauffer sur les billigs fumantes, installées dans la salle Jean-Jaurès de la Maison du Peuple. La vente militante des crêpes de la solidarité servira à soutenir financièrement la lutte des ouvrières. Des douzaines de crêpes, par centaines, seront diffusées par les syndicats d'entreprise, mais aussi auprès des comités d'entreprise et parfois, directement auprès de la population, sur les parkings de zones commerciales. On peut acheter les crêpes, sur place, à l'Union locale (12 F minimum, la douzaine).

En vraies professionnelles expérimentées, les grévistes veilleront aux règles de sécurité et d'hygiène de la crêperie « parallèle ». Qui recevra la visite de la DSV (les services vétérinaires), diligentée par la préfecture, plus



Les billigs dans la salle Jaurès de la Maison du Peuple de Morlaix.

prompte, en la circonstance, à la surveillance de l'action syndicale qu'au contrôle de l'application du Code du Travail.

Le travail reprendra après la nomination d'un juge enquêteur par le Tribunal de Commerce et la conclusion d'un accord, sans lendemain. De nouveaux licenciements interviendront.

En juin 1991 le conseil des prud'hommes condamnera l'entreprise à payer les jours non travaillés du fait du lock-out. La Cour d'appel confirmera ce jugement.

La combativité des crêpières et les « crêpes de la solidarité » sont restées dans les mémoires.

GOUTEZ AUX CREPES DE  
"LA SOLIDARITE"  
FAITES A LA MAIN PAR  
LE PERSONNEL EN GREVE  
DE LA Sté HAMEURY

En quelques jours, plusieurs centaines de paquets de crêpes ont été vendues pour soutenir les grévistes.



# Rénovation de la Maison du Peuple de Morlaix

## Souscription publique avec la Fondation du Patrimoine

Créée en 1924, la Maison du Peuple de Morlaix est depuis cette époque le siège des syndicats CGT de la ville. Tonnellerie jusqu'en 1899, puis coopérative de consommation, l'immeuble a aussi logé Auberge de Jeunesse et réfugiés espagnols après 1936. Le site est original avec cour intérieure, tour pour monte-charge, jardin en terrasse, salle de spectacles (1925), vieille fontaine.

Le lieu, son histoire, ses archives ont incité, depuis 2005, le comité de la Maison du Peuple à étudier et valoriser ce patrimoine (visites commentées, expositions, spectacles), parallèlement à l'ac-

tivité syndicale. Le bâtiment nécessite une restauration (toiture, façade, ouvertures). Après étude architecturale et programme de travaux, des subventions ont été obtenues auprès de divers partenaires, notamment les collectivités territoriales. Mais ce n'est pas suffisant.

Aussi, pour compléter le financement, le comité de la Maison du Peuple a sollicité la Fondation du Patrimoine qui a apporté son soutien en signant le 19 février 2014 une convention pour l'organisation d'une souscription publique.

Nous comptons sur la solidarité des syndicats et syndiqués CGT,

des adhérents de l'IHS et des lecteurs de *Mémoire Vivante* afin de nous aider dans notre projet.

Les dons (66 % de réduction d'impôt pour les particuliers) doivent être libellés au nom de Fondation du Patrimoine - Maison du Peuple, et envoyés au choix :

• par courrier à La Fondation du Patrimoine Bretagne  
7, boulevard Solférino  
BP 90714  
35007 RENNES Cedex

• par Internet en ligne (site sécurisé) :  
[www.fondation-patrimoine.org/15476](http://www.fondation-patrimoine.org/15476)

Merci d'avance aux généreux donateurs.



## Une journée d'étude « archives » organisée par l'IHS du Finistère, à Morlaix

Une journée de sensibilisation à la conservation et au traitement des archives syndicales s'est tenue le mardi 29 avril 2014, dans les locaux de la Maison du Peuple de Morlaix, organisée par le collectif finistérien de l'IHS de Bretagne. Douze stagiaires CGT venus de Brest et Morlaix ont découvert ce qu'étaient les archives et la manière de les traiter.

Le matin, les participants ont acquis certaines notions générales d'archivistique : définition, intérêt juridique et historique des archives, différentes catégories, règles élémentaires de traitement (conservation, classement, utili-

sation), en évoquant particulièrement les archives syndicales.

L'après-midi était davantage consacré à la recherche, aux archives numériques, iconographiques, photographiques, à la gestion quotidienne des documents. Quelques exemples concrets, à partir d'une sélection d'archives de l'UL CGT et de la Maison du Peuple de Morlaix, ont permis aux stagiaires de mieux comprendre la manière d'aborder le classement.

Cette formation, appréciée de tous les participants, était animée par deux archivistes professionnels des Archives Départementales du Finistère, service qui

coopère avec l'IHS de Bretagne depuis 2008 : Yoric Schleef, responsable des archives privées, et Florence Lehoux, chargée des documents iconographiques.

La presse a rendu compte de cette journée (articles et photos) dans les éditions locales du Télégramme et de Ouest-France. Une deuxième journée de formation « archives » est prévue en octobre.



### Bulletin d'adhésion à l'IHS CGT Bretagne

Adhésion 2014 à l'institut CGT d'histoire sociale de Bretagne

Cotisation annuelle : 35 €. Cotisation de soutien : 60 € ou plus. Cotisation collective : 45 €.

Nom, prénom .....

Adresse .....

Bulletin d'adhésion à adresser à IHS CGT 29, Maison du Peuple, 2, place Édouard-Mazé, 29200 BREST. Paiement par chèque à l'ordre de IHS CGT Bretagne.